

Sud, comme l'Angleterre, l'Union soviétique, ou même la France. Mais nous disposons de moyens que la France, l'Angleterre et peut-être les États-Unis n'ont pas. Nous pouvons produire au Canada des denrées pour nourrir tous les pays du monde.

Aujourd'hui, on essaie de lutter contre l'idéologie communiste au moyen d'armes nucléaires. On se fie à la force nucléaire et à toutes sortes de moyens de défense pour empêcher l'Union soviétique d'envahir des pays démocratiques. Je dis au ministre, par votre intermédiaire, monsieur le président, qu'on ne peut pas abattre le communisme par des armes, des bombes ou n'importe quelles armes nucléaires. On n'y parviendra pas, et vous le savez bien.

En Amérique latine, la situation est fort précaire aujourd'hui. Encore dix ans, et la guerre au Vietnam aura cessé. Elle se fera alors en Amérique latine. Tous les jours, des milliers de gens y meurent de faim, mais que faisons-nous? Nous achetons des Voodooos et des Bomarcs. Si le gouvernement et la population du Canada aidaient les pays sous-développés, le communisme aurait moins de chance de s'infiltrer dans ces pays, et nous n'aurions pas à le craindre autant ni à demeurer autant sur nos gardes. Si nous avions aidé le Vietnam quand il était encore temps, nous ne serions peut-être pas aux prises avec la situation actuelle. Nous pouvons aider les autres pays d'abord en leur donnant à manger. De cette façon, nous améliorerons leur moral.

Les deux grandes idées qui mènent le monde aujourd'hui sont la démocratie et ce que nous appelons le bloc de l'Est, le communisme. C'est à nous de prouver que la démocratie est meilleure, mais non pas par la guerre ou les armes nucléaires. Il ne faut pas essayer de la défendre quand il est trop tard, mais plutôt prouver auparavant que nous pouvons en faire quelque chose, et l'un des moyens, c'est de ne pas laisser les autres nations mourir de faim.

Nous restons chez nous dans notre richesse et nous nous contentons de dire que tout va bien en oubliant que nos voisins ne jouissent pas du même confort que nous. C'est le moment de les aider. Selon un vieux proverbe, mieux vaut prévenir que guérir, et il s'applique aussi bien au cas présent qu'à tout autre.

C'est très bien que le Canada participe à la défense. Nous avons besoin de la défense nationale. Nous avons besoin de forces munies des meilleures armes conventionnelles disponibles, car nous n'avons pas les moyens de

nous en procurer d'autres. Ces armes nous permettront de faire face aux situations locales et, à l'occasion, de prêter main-forte au-delà de nos frontières, mais nous ne devrions pas essayer d'entrer dans la course aux armes nucléaires.

En 1962 et 1963, les membres du gouvernement ont fait certaines déclarations relativement aux armes nucléaires, mais comparez leurs déclarations d'alors avec leur attitude d'aujourd'hui et vous verrez que leurs paroles d'il y a plus de trois ans ne reflétaient pas tout à fait la vérité. A ce moment-là, leur but était de gagner les élections. Aujourd'hui leur but est de satisfaire Washington. Voilà toute la différence. Ils changent de discours selon leur auditoire. Quand on veut des votes, on travaille pour les obtenir. Quand on veut une protection, il faut travailler en ce sens.

Le préopinant avait raison de dire que le gouvernement devrait fournir plus de précisions et prêter l'oreille aux recommandations. Nous ne critiquons pas seulement le ministre, car il n'est pas le seul en cause. Il est responsable du ministère, mais pas de toutes les politiques du gouvernement.

Je sais quelle attitude les membres du parti libéral ont adoptée en 1962 quand ils siégeaient de ce côté-ci de la Chambre. Je me rappelle les critiques qu'ils ont formulées. Ils se sont montrés plutôt durs mais, chose étonnante, ils ont fait exactement le contraire une fois rendus de l'autre côté de la Chambre. J'en ai été surpris, comme bien d'autres. Mais tout cela est chose faite, monsieur le président. Nous ne pouvons pas y changer grand-chose, mais nous pouvons tenter de prévenir des situations semblables.

Le jour où on cessera de recevoir directement des ordres de Washington, je serai un homme heureux. Qu'on reçoive des conseils de Washington, très bien, mais j'aimerais qu'on en informe la Chambre. On dit que la Chambre est l'institution la plus importante du Canada. C'est peut-être vrai en théorie, mais en pratique? Tant que le gouvernement de l'autre côté adoptera cette attitude, surtout à l'égard de la défense nationale, personne ne me fera croire que les décisions se prennent ici.

Je ne serais pas étonné s'il y avait une ligne téléphonique directe entre les deux ministères à Ottawa et à Washington. Cela coûte moins cher et on doit s'en servir continuellement. Quoi qu'ils fassent, les États-Unis veulent toujours notre appui. Cette fois-ci, ils se sont mis les pieds dans les plats. Qu'ils s'en tirent eux-mêmes. Nous avons autre chose